

Cancún, un accord en trompe l'œil !

L'accord de Cancún a provoqué un ouf de soulagement quasi général. Après le fiasco de Copenhague, la « communauté internationale », à l'exception de la Bolivie, a réussi à se mettre d'accord sur un texte *a minima*, mais qui préserverait l'essentiel. La réalité est hélas plus affligeante !

Cet accord constitue un recul sur un point fondamental, celui des engagements contraignants des pays développés contenus dans le protocole de Kyoto. Si la référence à celui-ci est bien présente, elle n'entraîne aucune conséquence pratique pour les pays concernés. Ceux-ci, de fait, pourront choisir eux-mêmes leurs objectifs de réduction des émissions de CO2. L'avancée qu'avait représentée, de ce point de vue, le protocole de Kyoto est ainsi remise en cause. Cancún se situe donc dans le strict prolongement de la conférence de Copenhague (décembre 2009).

La création d'un « fonds vert », de 100 milliards de dollars à partir de 2020, pour aider les pays en développement à faire face aux conséquences du réchauffement climatique, est certes une bonne nouvelle. Mais, outre que la Banque mondiale, soumise à l'idéologie néolibérale, sera un acteur essentiel de sa gestion, son mode de financement reste plus que flou. On peut craindre qu'il ne repose, pour l'essentiel, sur les marchés carbone, ce d'autant plus qu'aucune piste de financement public alternatif n'a été retenue, que ce soit la taxation du transport aérien, maritime ou des transactions financières.

Pire, le texte entérine l'extension des marchés carbone. La marchandisation totale de la nature, déjà amorcée par les mécanismes de flexibilité issus du protocole de Kyoto, est à l'ordre du jour. Sous prétexte de lutter contre le réchauffement climatique, c'est un renforcement de la domination des marchés financiers qui se prépare.

La France n'a pas brillé par son engagement dans ces négociations, la ministre Kosciusko-Morizet refusant même de s'associer à ses homologues portugais et espagnols pour soutenir le passage de 20 % à 30 % de réduction des émissions pour l'Union européenne.

Pour l'Union syndicale Solidaires, Cancún confirme que la lutte contre le réchauffement climatique ne peut être laissée aux mains des gouvernements. Les peuples de la planète doivent faire entendre leur voix. D'ici la prochaine étape fin 2011 à Durban, il faudra construire les mobilisations citoyennes nécessaires pour imposer des solutions qui en finissent avec la mainmise des marchés financiers sur la planète et mettent enfin les besoins des peuples au cœur des réponses à la crise écologique.

Le 13 décembre 2010